

Accord professionnel départemental

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(ALPES-MARITIMES)
(31 janvier 2007)**

PROTOCOLE D'ACCORD DU 31 JANVIER 2007
ACCORD DE SUBSTITUTION AU PROTOCOLE D'ACCORD
DU 12 JANVIER 1977 ET SON AVENANT N° 1
NOR : ASET0750465M

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics des Alpes-Maritimes
(FBTP 06) ;

La CAPEB Alpes-Maritimes,

D'une part, et

Le syndicat CFE-CGC BTP ;

Le syndicat Force ouvrière BTP ;

L'union syndicale de la construction CGT ;

L'union départementale CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Par le protocole d'accord du 12 janvier 1977 et son avenant n° 1 du 9 juillet 1980, les partenaires sociaux du BTP des Alpes-Maritimes ont consacré en son temps la séparation de la médecine du travail et des institutions sociales alors confondues au sein de l'USPBTP et organisé la représentation des salariés de ces organismes.

Désireuses de prendre en compte les évolutions intervenues depuis, l'ensemble des organisations syndicales représentatives se sont réunies en vue d'une négociation, à l'initiative de la FD BTP 06 qui avait dénoncé ce protocole.

Les parties signataires du présent protocole maintiennent le principe de séparation des deux organismes précités, tel qu'il est expressément mentionné dans le protocole d'accord du 12 janvier 1977, et conservent l'autonomie de chacune des structures concernées, dont les règles de fonctionnement sont exclusivement fixées par la loi, les règlements et leurs statuts respectifs.

En particulier, en matière de représentation des salariés, il avait été institué par dérogation au code du travail :

- la possibilité pour chaque syndicat représentatif ayant constitué ou constituant une section syndicale de désigner un délégué syndical ainsi qu'un représentant syndical auprès du CE avec tous les droits et prérogatives prévus à cet effet par le code du travail ;
- la mise en place d'un comité d'entreprise, avec un minimum de 11 salariés (prévoyant 2 titulaires et 2 suppléants pour le 1^{er} collège et 1 titulaire et 1 suppléant pour le 2^e collège.

Compte tenu des évolutions intervenues, des nouvelles missions dévolues aux services de santé au travail à la suite de la réforme de la médecine du travail intervenue en juillet 2004 (décret du 28 juillet 2004) et de l'évolution de la démographie médicale, il y a inadéquation entre ces dispositions et la situation actuelle de l'USBTP et de l'APAMETRA, dont les effectifs ont été depuis plusieurs années largement inférieurs au seuil réglementaire prévu par le code du travail, et qui se sont trouvés confrontés à de nouvelles contraintes de fonctionnement les obligeant notamment à chercher à dégager des économies de temps en vue d'un fonctionnement optimal.

Tout en reconnaissant le droit pour tous de s'associer et d'agir librement pour la défense collective de leurs intérêts professionnels, il est convenu en conséquence de procéder à un réexamen approfondi du protocole du 12 janvier 1977 et de son avenant n° 1 afin de créer un processus dynamique.

Les parties contractantes prennent donc acte de la remise en cause de toutes dispositions de l'accord de 1977 et de son avenant du 9 juillet 1980.

En conséquence, la représentation des salariés au sein des 2 organismes précités aura lieu désormais conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Toutefois, en particulier, au sein de l'association paritaire de médecine du travail il est convenu :

- que 1 délégué du personnel titulaire puisse être désigné par une organisation syndicale représentative, pour la durée de son mandat de délégué du personnel, en qualité de délégué syndical de cette organisation, sans que cela n'entraîne l'octroi d'un crédit supplémentaire d'heures de délégation ;
- de supprimer le comité d'entreprise et la faculté d'avoir 1 représentant syndical au CE qui avaient été instaurés par voie d'accord collectif. Cependant, par exception dans l'association paritaire de médecine du travail qui disposait au moment de la conclusion du présent accord d'un comité d'entreprise, les parties conviennent que les délégués du personnel pourront exercer les attributions économiques de l'ancien comité d'entreprise et qu'ils interviendront dans la gestion des activités sociales et culturelles de l'organisme avec les moyens financiers correspondants. Il est alors décidé dans un esprit de conciliation d'octroyer un crédit d'heures spécifique de 7 heures mensuelles aux délégués du personnel pour exercer cette mission.

Un comité d'entreprise et des délégués syndicaux pourront à nouveau être mis en place si l'effectif des organismes ci-dessus visés venait à atteindre le seuil requis par les textes.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant le dépôt de l'accord.

Le présent accord sera déposé en application de l'article L. 132-10 du code du travail.

Toute organisation représentative au plan national non signataire du présent accord collectif pourra y adhérer ultérieurement par simple déclaration à la direction générale du travail où il aura été déposé. Elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Fait à Nice, le 31 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)